

---

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
2015

---

  
Rougier

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2015**

<b>1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</b>	<b>2</b>
<b>2. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS</b>	<b>13</b>
<b>3. ATTESTATION DES RESPONSABLES</b>	<b>24</b>

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

<b>1. 1. CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>3</b>
1. 1. 1. LES MARCHES AU 1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2015	3
1. 1. 2. ANALYSE DE L'ACTIVITE	3
<b>1. 2. RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES</b>	<b>5</b>
1. 2. 1. ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL	5
1. 2. 2. IMPORTATION – DISTRIBUTION DE BOIS EN FRANCE	6
1. 2. 3. PLANTATIONS (LIGNAFRICA)	7
<b>1. 3. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE</b>	<b>8</b>
1. 3. 1. COMPTE DE RESULTAT	8
1. 3. 2. SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	9
1. 3. 3. ETAT DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS	10
<b>1. 4. INCERTITUDES ET RISQUES</b>	<b>11</b>
<b>1. 5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES ET PERSPECTIVES</b>	<b>12</b>

## 1.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

### 1.1.1. LES MARCHES AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2015

Le marché international des bois tropicaux a enregistré une plus grande volatilité sur le premier semestre en relation avec l'évolution des parités monétaires et les ralentissements des économies des principaux pays émergents, Chine et Brésil notamment.

En Europe, dans une conjoncture économique marquée par une croissance molle, les marchés ont amorcé une reprise, à l'exception de la France qui souffre toujours d'un niveau de mises en chantiers faible. Certains marchés, en particulier britanniques et nord-européens, se sont néanmoins distingués par une demande plus dynamique. L'entrée en vigueur depuis mars 2013 du Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE) visant à empêcher les flux d'entrée de bois illégaux, a favorisé le développement des offres labellisées et entraîné un renforcement des réglementations nationales dans les grandes zones de production (Asie du Sud-Est, Brésil).

En Amérique, les marchés sont demeurés bien orientés, portée par la dynamique des marchés de la construction et la croissance de l'économie. Les importations en provenance du Brésil ont retrouvé de la vigueur du fait de l'évolution des parités Réal/US Dollar mais également du ralentissement du marché domestique brésilien.

En Asie, la demande est demeurée solide, alimentée par les marchés intérieurs de l'immobilier toujours en développement. La demande chinoise est devenue beaucoup plus volatile dans un contexte de ralentissement du secteur de la construction et d'alourdissement des stocks dans les ports.

Dans les autres pays émergents, la demande a été variable. En Afrique, la demande des marchés intérieurs a momentanément ralenti en liaison avec l'évolution du marché des matières premières (Gabon, Afrique du Sud...). En Inde, elle a été plutôt bien orientée du fait des perspectives de croissance et des programmes gouvernementaux en faveur du logement.

Sur la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord, les marchés ont été plus particulièrement volatiles d'un trimestre à l'autre en raison de leur sensibilité à la situation géopolitique avec un regain d'activité dans les Emirats et une concurrence accrue des bois tempérés et des bois durs nord-américains.

Globalement, la demande a été caractérisée par une plus grande volatilité qui combinée aux stocks qui ont pu se constituer dans les marchés a provoqué une pression à la baisse sur les prix moyens de vente qui sont néanmoins demeurés fermes dans leur ensemble ; des baisses ayant été enregistrées dans certaines essences plus sensibles, comme l'okoumé en sciages.

### 1.1.2. ANALYSE DE L'ACTIVITE

en K€ contributif Groupe	S1 2015	% CA	S1 2014	% CA	Var (%)
<b>Rougier Afrique International</b>	70 444	81.3%	56 648	78.2%	+24.4%
<b>Import-Distribution France</b>	15 845	18.3%	15 587	21.5%	+1.7%
<b>Divers</b>	319	0.4%	243	0.3%	+31.3%
<b>CA GROUPE</b>	<b>86 608</b>		<b>72 478</b>		<b>+19.5%</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2015 s'établit à 86,6 M€, en croissance de 19,5% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

### Répartition du chiffre d'affaires par produit

en K€	S1 2015	% CA	S1 2014	% CA	Var (%)
<b>Grumes</b>	21 068	24.3%	15 780	21.8%	+33.5%
<b>Sciages et dérivés</b>	50 898	58.8%	42 696	58.9%	+19.2%
<b>Panneaux et dérivés</b>	13 188	15.2%	13 241	18.3%	-0.4%
<b>Divers</b>	1 455	1.7%	761	1.0%	+91.1%
<b>CA GROUPE</b>	<b>86 608</b>		<b>72 478</b>		<b>+19.5%</b>

Le Groupe s'adapte à la demande des marchés et au contexte macro-économique en spécialisant ses outils de transformation, en approfondissant ses gammes de produit et en renforçant ses efforts sur la

La branche Rougier Afrique International enregistre un chiffre d'affaires sectoriel semestriel de 72,8 M€, en augmentation de 24,3% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Le 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 affiche une accélération de la croissance (+30%), en raison de la progression des expéditions du Cameroun et du Congo par rapport à un 1<sup>er</sup> semestre 2014 qui avait été particulièrement pénalisé par les difficultés dans la manutention portuaire à Douala. Elle s'accompagne dans une moindre mesure du redressement des ventes au Gabon.

La branche Importation-Distribution France enregistre un chiffre d'affaires sectoriel semestriel de 16,1 M€, en progression de 1,7% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014, dans un contexte de marché français de la construction qui demeure difficile.

La croissance du chiffre d'affaires dans des marchés diversifiés et le renforcement de l'efficacité opérationnelle permettent à Rougier de confirmer son redressement.

labellisation de ses productions. Les produits transformés représentent 74% du chiffre d'affaires en produits bois au 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Les sciages et dérivés constituent la première ligne de produit commercialisée avec près de 59% du chiffre d'affaires du Groupe au 30 juin 2015. Les ventes de sciages sont en croissance de 19,2% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014 dans un contexte de stabilité des prix de vente sur les marchés. La progression des volumes vendus est stimulée par un rythme d'embarquement élevé au port de Douala et par le développement du mix-essence.

Les ventes de grumes (représentant 24% du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2015) sont également soutenues par le haut niveau des expéditions du Cameroun. Dans ce contexte, elles enregistrent une hausse de 33,5% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

Dans un environnement défavorable, notamment en France, les ventes de contreplaqués (représentant 15% du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2015) sont stables par rapport à l'année précédente.

## Répartition du chiffre d'affaires par destination géographique

<i>en K€</i>	<b>S1 2015</b>	<b>% CA</b>	<b>S1 2014</b>	<b>% CA</b>	<b>Var (%)</b>
<b>Europe</b>	37 973	43.8%	34 325	47.4%	+10.6%
<b>Asie</b>	28 261	32.6%	19 627	27.1%	+44.0%
<b>Afrique Subsaharienne</b>	7 520	8.7%	7 913	10.9%	-5.0%
<b>Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>	7 087	8.2%	4 844	6.7%	+46.3%
<b>Amériques et zone Pacifique</b>	5 767	6.7%	5 769	7.9%	-
<b>CA GROUPE</b>	<b>86 608</b>		<b>72 478</b>		<b>+19.5%</b>

La politique active de diversification des marchés conduite depuis plusieurs années, ainsi que la recherche des meilleurs critères de certification de bonne gestion forestière, ont permis à Rougier d'optimiser ses ventes selon les différentiels de croissance des marchés.

Dans un environnement économique mondial contrasté, Rougier bénéficie de la bonne orientation de la demande dans plusieurs marchés asiatiques, tandis que les ventes en Chine enregistrent une moindre croissance en raison du ralentissement du marché de la construction.

La progression du chiffre d'affaires est confortée par la reprise progressive de la conjoncture économique dans la zone euro, où le Groupe enregistre une amélioration de sa croissance au 2ème trimestre 2015 (+17,3%).

Elle est également alimentée par le redressement des ventes dans certains marchés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

## 1.2. RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES

### 1.2.1. ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL : EXPLOITATION DE FORETS NATURELLES, INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DU BOIS ET NEGOCE INTERNATIONAL

(chiffres en K€ en consolidé niveau branche)

ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL	S1 2015	% CA	S1 2014	% CA
Chiffre d'affaires (*)	72 788		58 582	
EBITDA	7 119	9.8 %	6 449	11.0 %
Résultat opérationnel courant	3 098	4.3 %	2 666	4.6 %
Résultat opérationnel	3 137	4.3 %	2 555	4.4 %
Résultat net	482	0.7 %	341	0.6 %
CAF	4 318	5.9 %	4 213	7.2 %
après coût de l'endettement financier net et impôt				
(*) dont CA réalisé avec les autres branches	2 345		1 933	

La branche Rougier Afrique International enregistre un chiffre d'affaires sectoriel de 72,8 millions d'euros, en augmentation de 24,2% par rapport au premier semestre 2014, confirmant la bonne tenue des ventes et des livraisons dans le contexte des marchés. Dans les trois pays d'implantation du Groupe, qui sont le Gabon, le Cameroun et le Congo, le taux de transformation interne directe a atteint 69% de la production totale de grumes sur le premier semestre 2015 après l'ajustement de la capacité de production de l'usine de production de contreplaqués d'Owendo au Gabon ; le Groupe entendant optimiser ses possibilités de ventes en grumes sur les marchés locaux et internationaux.

Les résultats du premier semestre ont bénéficié d'un bon niveau d'activité en Afrique qui s'est accompagné d'une forte croissance du chiffre d'affaires dans des marchés diversifiés avec une bonne tenue des prix moyens de vente à l'international. Ils ont été affectés par un effritement des marges commerciales et un mix essences et activités moins favorables pour les productions du groupe.

Dans ce contexte, la marge brute augmente en valeur absolue de 6,5 millions d'euros (+14,6%) à 51,5 millions d'euros. Le taux de marge brute s'établit à 70,8% du chiffre d'affaires pour le premier semestre 2015 contre 76,7% pour le premier semestre 2014 avec une contribution du négoce à partir d'un sourcing africain hors groupe stable d'une période à l'autre (9,7% du chiffre d'affaires, contre 11,5% pour le premier semestre 2014). Le contexte de volatilité de certains marchés combiné à la concentration des arrivages sur une courte période a contribué au tassement des taux de marge par ailleurs affectés par le mix activités / essences.

L'EBITDA (résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements et aux provisions), soutenu par le niveau des productions forestières et industrielles, s'établit à 7,1 millions d'euros et près de 10% du chiffre d'affaires, contre 6,4 millions d'euros et 11% du chiffre d'affaires pour le premier semestre 2014. L'EBITDA de la période a néanmoins été lourdement obéré par les coûts de départ dans les différentes entités et le passage de l'usine d'Owendo au Gabon en 2 équipes contre 3 précédemment pour un coût total estimé de (0,8) million d'euros.

Après prise en compte des amortissements et provisions pour (4,0) millions d'euros, le résultat opérationnel courant du premier semestre est un profit de 3,1 millions d'euros contre un profit de 2,7 millions d'euros en 2014.

Le coût de l'endettement financier net à 1,6 million d'euros est assez stable en dépit d'une base d'endettement net élevée fonction du niveau de l'activité et de celui du BFR (avec un niveau élevé des stocks et un délai de remboursement des crédits de TVA continuant de peser sur la trésorerie d'exploitation). Le résultat net de la branche qui intègre une charge d'impôt de (1,0) million d'euros s'établit en profit à 0,5 million d'euros contre un profit 0,3 million d'euros pour la période comparable de 2014.

#### Gabon (Rougier Gabon et divers)

Au Gabon, après un premier trimestre difficile s'inscrivant dans le prolongement du 4<sup>ème</sup> trimestre 2014, les performances se sont progressivement redressées grâce notamment à une meilleure organisation industrielle et managériale.

Les performances ont toutefois été grevées par des résultats en retrait sur les scieries et le plan de départ volontaire mis en œuvre sur l'usine d'Owendo. Dans le secteur « forêt », l'amélioration du management dans la conduite des opérations, combinée au renouvellement progressif du parc d'engins, ont permis d'atteindre un niveau de production de grumes plus en conformité avec les objectifs, permettant d'améliorer la planification des usines et de disposer de volumes supplémentaires pour les ventes de grumes sur le marché local.

Les efforts engagés dans tous les secteurs de l'entreprise ont commencé à produire leurs effets. En dépit des surcoûts de la sous-traitance logistique enregistrés sur le semestre, l'EBITDA demeure positif représentant 4,2% du chiffre d'affaires du secteur (10,1% au 1<sup>er</sup> semestre 2014). Il a également été obéré par des coûts de départ pour (0,3) million d'euros et des régularisations diverses pour (0,4) million d'euros. Le résultat opérationnel ressort cependant en perte de (1,3) million d'euros compte tenu du niveau des amortissements et provisions à 2,2 millions d'euros.

#### Cameroun (S.F.I.D. et divers)

Au Cameroun, le semestre a été marqué par la cadence soutenue des embarquements rendue possible par la gestion rigoureuse des flux logistiques tant en interne qu'avec les partenaires portuaires (manutention), le port de Douala étant structurellement en sous capacité par rapport au trafic de la sous-région.

Les performances industrielles se sont consolidées durant le semestre ; les lignes de sciages récemment modernisées à Mbang permettant de maîtriser les productions en volume et en coût. Les résultats restent cependant en-deçà des réalisations antérieures. Ainsi, bien que les prix moyens de vente soient en progression sur toutes les lignes produits, la marge brute diminue en valeur relative. Elle est affectée par l'augmentation des prix des carburants intervenue en juillet 2014 et le mix essence moins favorable.

La rentabilité opérationnelle est en diminution avec un EBITDA à 10,1% du chiffre d'affaires contre 13,1% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014, traduisant l'augmentation des coûts logistiques consentie pour accélérer les flux et le mix essence mois favorable. Le résultat opérationnel, s'établit à 1 million d'euros contre 0,7 sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014.

#### Congo (Mokabi)

Au Congo, Mokabi a consolidé ses résultats industriels sur le semestre. Avec des productions forestières maîtrisées, la capacité de transformation de la société a fonctionné à sa capacité nominale. La demande soutenue pour le Sapelli, notamment sur les marchés nord-européens et américains, a favorisé la bonne tenue des prix de vente des productions qui ont atteint un plus haut sur le premier semestre.

Après une année 2014 marquée par les dysfonctionnements dans le port de Douala, les embarquements ont été soutenus tout au long du semestre. Les flux logistiques internes ont été réorganisés pour accélérer la cadence des embarquements avec des coûts supplémentaires consentis par Mokabi qui enregistre toujours par ailleurs dans ces coûts les effets de la situation politique en République Centrafricaine (pays de transit) l'obligeant à emprunter une route alternative plus onéreuse pour

évacuer les bois. Sur le plan industriel, les résultats restent parfaitement maîtrisés.

Les bonnes réalisations de Mokabi sur l'ensemble du semestre se reflètent dans l'EBITDA qui atteint 18,5% du chiffre d'affaires contre 18,1% pour le premier semestre 2014. Le résultat opérationnel de 2,1 millions d'euros (contre 1,3 million d'euros pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014) traduit la solidité des performances dans un contexte de prix favorable.

## Les activités de négoce international

Elles prennent appui sur la politique active de diversification géographique des marchés, tant dans les pays matures que dans les pays émergents. Le positionnement de Rougier Afrique International, la taille de sa force de vente et la notoriété de la marque ont favorisé depuis 2013 le développement d'une activité de négoce international de bois tropicaux africains qui a représenté sur le semestre un chiffre d'affaires de 7,1 millions d'euros contre 6,8 millions d'euros sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014. Les positions importantes de la Société sur les marchés lui permettent de défendre au mieux les marges commerciales dans un contexte de volatilité accrue.

## 1. 2. 2. IMPORTATION ET DISTRIBUTION DE BOIS EN FRANCE

(chiffres en K€ en consolidé niveau branche, comprenant Rougier Sylvaco Panneaux + Eco Terrasse Pro à partir de 2015)

<b>IMPORTATION ET DISTRIBUTION France</b>	<b>S1 2015</b>	<b>% CA</b>	<b>S1 2014</b>	<b>% CA</b>
Chiffre d'affaires (*)	16 106		15 905	
Résultat opérationnel courant	(343)	(2.1)%	35	0.2%
Résultat opérationnel	(343)	(2.1)%	45	0.3%
Résultat net	(397)	(2.5)%	6	-
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	(344)	(2.1)%	41	0.3%
(*) dont CA réalisé avec les autres branches	261		319	

La branche réalise sur le premier semestre 2015 un chiffre d'affaires sectoriel de 16,1 millions d'euros, en augmentation de 1,3% par rapport au premier semestre 2014. Dans un marché français de plus en plus concurrentiel pour les produits tropicaux et hautement volatile, Rougier Sylvaco Panneaux a poursuivi la diversification de ses sources

d'approvisionnement et l'approfondissement de sa gamme de produits afin d'être présent sur les segments de marché les plus dynamiques.

L'activité demeure impactée par l'atonie du marché de la construction en France dans un contexte de restructuration du secteur importation de bois tropicaux au plan national. Cette situation affecte les marges commerciales qui ont par ailleurs souffert de l'évolution des parités euro/dollar. Cette évolution se reflète directement dans le résultat opérationnel courant de la branche, en pertes à (0,3) million d'euros après prise en compte de coûts salariaux non récurrents pour (0,2) million d'euros, contre un résultat à l'équilibre pour le premier semestre 2014.

Le coût de l'endettement net a profité du niveau historiquement bas des taux d'intérêt et reste maîtrisé.

Au global, la branche enregistre une perte de (0,4) million d'euros, contre un résultat à l'équilibre pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014. Ces résultats combinés à un niveau moyen de stocks plus élevé en particulier sur certaines lignes produit ont eu un effet direct sur les flux de trésorerie avec une dégradation d'un million d'euros sur le semestre.

La société Eco Terrasse Pro a démarré son activité de mise en place d'un site web marchand au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Elle a réalisé ses premières ventes sur le semestre et se concentre avant tout à ce stade sur le référencement du site.

## 1. 2. 3. LIGNAFRICA : DEVELOPPEMENT DE FORETS DE PLANTATIONS INDUSTRIELLES

Depuis 2012, avec son partenaire FRM dans la joint-venture Lignafrika, le Groupe s'est attaché à développer son approche des plantations forestières industrielles en Afrique. Cette branche est consolidée dans les comptes du groupe Rougier par mise en équivalence. Elle est composée à ce jour de 3 sociétés : d'une part Lignafrika et Lignafrika Services (sociétés basées en France), et d'autre part des Plantations Forestières de la Mvoum (PFM) au Gabon.

PFM, constituée en décembre 2011, a repris l'accord signé entre Lignafrika et le Ministère des Eaux et Forêts en juillet 2011 portant sur un périmètre de 40 000 hectares dont environ 17 000 hectares de plantations existantes d'Okoumé âgées de 30 à 55 ans qui devraient permettre de produire en année pleine 70 000 m<sup>3</sup> de grumes d'Okoumé exploitables en bois d'œuvre. En fin d'année 2012, PFM a conclu un bail emphytéotique de 50 ans, renouvelable une fois pour 49 ans, dont la signature définitive a eu lieu en janvier 2013.

Les différentes sociétés constituant la branche d'activité ont contribué comme suit aux résultats du Groupe :

(En K€)

<i>Plantations industrielles</i>	% de détention Groupe	S1 2015	Quote-part Groupe
Lignafrika - France	50%	(13)	(6)
Lignafrika Services – France	50%	(20)	(10)
PFM - Gabon	42,5%*	(70)	(30)
<b>Total</b>		<b>(103)</b>	<b>(46)</b>

\*Filiale détenue par Lignafrika

En 2015, PFM a poursuivi l'exploitation de la plantation existante dans un marché en ralentissement et a poursuivi ses plantations avec une pépinière qui accueillait en fin de semestre de l'ordre de 100 000 plants de teck et en poursuivant ses efforts de Recherche & Développement pour la mise au point de l'adaptation des clones acquis.

L'activité de PFM durant le premier semestre 2015 peut être ainsi résumée :

(En K€)

<i>Plantations forestières de la Mvoum (PFM)</i>	S1 2015	Quote-part Groupe
Chiffre d'affaires	591	
<b>Résultat net</b>	<b>(70)</b>	<b>(30)</b>
Volume de bois d'œuvre commercialisable	11 355	
Nombre d'hectares plantés	26.5	
Investissements réalisés de la période	472	
Total des investissements cumulés au 30/06/2015	4 290	
dont nouvelles plantations créées	66.5	

Durant le semestre, Lignafrika a concentré ses efforts sur le démarrage effectif des premières plantations de teck. Les projets annexes ont été mis entre parenthèse dans l'intervalle.

## 1.3. COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

### 1.3.1. COMPTE DE RESULTAT

En K€	S1 2015	% CA	S1 2014	% CA
Chiffre d'affaires	86 608		72 478	
EBITDA (1)	7 085	8.2%	6 532	9.0%
Résultat opérationnel courant	2 874	3.3%	2 599	3.6%
Résultat opérationnel	2 913	3.4%	2 510	3.5%
Résultat net	178	0.2%	177	0.2%
dont Part du Groupe	14		63	
Capacité d'autofinancement (2)	4 262	4.9%	4 295	5.9%

(1) L'excédent brut d'exploitation ou EBITDA correspond au résultat opérationnel courant hors amortissements et provisions

(2) CAF après coût de l'endettement financier net et impôt

Le Groupe enregistre sur le premier semestre 2015 une forte croissance de son chiffre d'affaires avec une bonne tenue des prix moyens de vente à l'international. Les résultats inférieurs en valeur relative aux résultats du premier semestre 2014 ont été marqués par trois facteurs : i) l'effritement des marges brutes, ii) le renchérissement des coûts logistiques terrestres au Cameroun et iii) des coûts salariaux non récurrents liés pour partie à la transition managériale en cours.

Néanmoins, la progression des ventes et l'augmentation des productions sur l'ensemble de sites industriels, hormis sur l'usine de production de contreplaqués volontairement réduite, ont permis au Groupe de maintenir ses marges et sa rentabilité à un niveau comparable à 2014.

Dans ce contexte, Rougier enregistre une hausse de sa marge brute en valeur absolue de 6,4 millions d'euros. Cette évolution traduit i) la bonne tenue des prix moyens de vente à l'international, ii) l'évolution moins favorable du mix essences et produits, et iii) les pressions sur les marges commerciales en France dans un marché de plus en plus concurrentiel. La marge brute représente 62,5% du chiffre d'affaires, contre 65,9% au 1<sup>er</sup> semestre 2014. En outre, pour la branche Importation et Distribution en France, l'évolution de la parité euro/dollar a été défavorable à la marge en concourant à l'augmentation du prix de remplacement de certains produits.

Les charges externes, à (27,1) millions d'euros et 31,3% du chiffre d'affaires, augmentent de (4,3) millions d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014, soit de 19% en raison de la croissance du chiffre d'affaires et de la hausse des coûts logistiques, en particulier au Cameroun. Les coûts de transport, qui intègrent la logistique interne dans les pays et le fret maritime, augmentent en valeur absolue de 2,7 millions d'euros à 16,2 millions d'euros et 18,7% du chiffre d'affaires (18,6% en 2014).

En conséquence, la création de valeur ajoutée se détériore pour s'établir à 27 millions d'euros et 31,2% du chiffre d'affaires contre 34,3% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014.

La masse salariale à (15,4) millions d'euros augmente de 1,1 million d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014, représentant 17,7% du chiffre d'affaires contre 19,7% l'année dernière. Les effectifs atteignent 2.980 personnes au 30 juin 2015, en augmentation de 2% par rapport à fin 2014, principalement des postes opérationnels en Afrique. L'augmentation correspond aux coûts des départs enregistrés au Gabon au Cameroun et en France pour un coût estimé de 1,1 million d'euros, notamment dans le cadre de la transition managériale des principales filiales.

Les impôts et taxes, qui sont constitués, d'une part des charges liées à la détention et à l'exploitation des forêts en Afrique, et d'autre part des droits de sortie des productions, progressent de (0,7) million d'euros, sans modification dans les fiscalités directes des pays producteurs ; cette

évolution est à mettre en relation avec l'évolution du niveau de chiffre d'affaires et du nombre de dossiers traités.

L'EBITDA, à 7,1 millions d'euros augmente de 0,6 million d'euros (+8,5%), pour représenter 8,2% du chiffre d'affaires contre 9,0% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014. Cette évolution est principalement fonction de l'évolution de la marge brute et du coût des départs enregistrés sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Après prise en compte des amortissements et provisions pour (4,2) millions d'euros, le résultat opérationnel courant est positif à 2,9 millions d'euros et 3,3% du chiffre d'affaires, contre 2,6 millions d'euros et 3,5% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014. Le résultat opérationnel, confirme cette tendance avec un profit à 2,9 millions d'euros, contre une 2,5 millions d'euros pour la période comparable de 2014. Le taux de marge opérationnelle ressort sur le semestre à 3,4% du chiffre d'affaires, à comparer à 3,5% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014.

Le coût de l'endettement financier net du Groupe s'établit à (1,6) million d'euros, soit une augmentation de 0,1 million d'euros par rapport à 2014. Il représente 1,8% du chiffre d'affaires consolidé, contre 2,0% en 2014. Le coût moyen de la dette brute, à un niveau de 4,8%, contre 5,2% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014, reste assez élevé mais diminue sous l'effet à la fois de l'évolution des taux en Europe et de la répartition de l'endettement entre l'Euro (42% en 2015 contre 40% en 2014) et le Franc CFA.

Le Groupe enregistre une charge d'impôt de (1,0) million d'euros, contre une charge d'impôt de (0,7) million d'euros en 2014. Cette charge est constituée principalement de l'impôt exigible au Cameroun, au Congo et sur Rougier Afrique International en augmentation par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2014. En outre, en application des principes de reconnaissance des impôts différés du groupe, il n'a pas été reconnu d'économie future d'impôt sur les pertes dégagées. L'impôt exigible pour 1,0 million d'euros reflète l'amélioration des résultats des sociétés bénéficiaires qui ne peuvent pas être compensés par les pertes réalisées au Gabon et par Rougier Sylvaco Panneaux.

Le résultat net consolidé du premier semestre 2015 à 0,2 million d'euros est équivalent à celui réalisé sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014. Ce résultat tient également compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, provenant de Lignafrica (joint-venture spécialisée dans le développement de forêts de plantations industrielles en Afrique).

En part du Groupe, le résultat net est à l'équilibre, voisin de celui du 1<sup>er</sup> semestre 2014.

## 1. 3. 2. SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Les fonds propres de l'ensemble consolidé s'élèvent à 60,8 millions d'euros, contre 60,5 millions d'euros au 31 décembre 2014. Ils représentent 37,7% du total du bilan contre 37,4% au 31 décembre 2014. Les fonds propres sont globalement stables par rapport à l'exercice précédent ; la variation correspondant au résultat global de l'exercice à 0,3 million d'euros.

L'endettement net qui avait fortement progressé au cours de l'exercice 2014, est globalement stabilisé bénéficiant d'un début de baisse du BFR. En clôture, l'endettement financier net progresse de 0,6 million d'euros pour s'établir à 60,7 millions d'euros, représentant 99,9% des fonds propres totaux au 30 juin 2015, contre 99,4% au 31 décembre 2014. La répartition de l'endettement brut (62% à court terme contre 64% au 31 décembre 2014), reflète la nature des besoins du groupe avec un BFR toujours élevé bien qu'en diminution. La maturité de la dette financière à terme est influencée par l'arrivée à échéance d'emprunts de la holding Rougier S.A. qui ont été renouvelés sous forme d'utilisation de lignes de crédit confirmées, intégrées dans les dettes à court terme avec des échéances à moins d'un an s'élevant à 7 millions d'euros. 70% de la dette à terme est échue à plus d'1 an, soit postérieurement à 2015, contre 56 % au 31 décembre 2014. La répartition de la dette financière par type de taux reflète sa répartition par devise avec une stabilité en valeur absolue de la part de l'endettement contracté en Francs CFA (58% de la dette au 30 juin 2015, 57% au 31 décembre 2014) ; la part à taux fixe de la dette financière brute à 63% est stable par rapport au 31 décembre 2014, soit une part à taux variable représentant 37% de l'endettement brut.

### Flux financiers

Chiffres en K€	S1 2015	S1 2014
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 262	4 295
Variation du BFR lié à l'activité	1 553	(6 674)
Flux de trésorerie générés par l'activité	6 775	(604)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(5 835)	(4 055)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	4 067	(713)
<b>Variation de trésorerie nette</b>	<b>5 015</b>	<b>(5 372)</b>
Investissements opérationnels décaissés	(5 305)	(4 194)

La capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts s'établit à 4,3 millions d'euros identique à celle du premier semestre 2014. Elle représente 4,9% du chiffre d'affaires et traduit l'effritement des marges sur le premier semestre.

Le **flux net de trésorerie généré par l'activité** est positif de 6,8 millions d'euros alors qu'il était négatif de (0,6) million d'euros pour le premier semestre 2014. La capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts, soit 6,8 millions d'euros, contre 6,4 millions d'euros pour le premier semestre 2014, correspond aux flux de trésorerie générés par l'activité, la réduction du BFR enregistrée sur le semestre correspondant aux impôts décaissés sur le même période. Pour Rougier Sylvaco Panneaux, le BFR augmente sur le semestre de 0,5 million d'euros (soit +3,6 %) après une augmentation de 3 millions d'euros en clôture 2014 ; les stocks s'étant maintenus à un niveau élevé. Pour Rougier Afrique International, le BFR diminue de 3,2 millions d'euros et a bénéficié d'une part du niveau soutenu des embarquements au port de Douala sur le deuxième trimestre et d'autre part par du déblocage partiel des retards de remboursements des crédits de TVA au Cameroun et au Congo (réduction des créances sur les Etats de 3,3 millions d'euros sur la période) auxquels s'ajoute la créance totale sur les crédits liés aux APE au Gabon pour 2,1 millions d'euros stable par rapport à la clôture 2014. Au global, la créance sur les trois Etats des pays d'implantation du Groupe en Afrique s'élève à 11,9 millions d'euros. Le besoin en fonds de

roulement se situe à un niveau toujours élevé en fin de semestre, à 130 jours de chiffre d'affaires rapportés à l'activité de l'ensemble de la période, contre 147 jours de chiffre d'affaires en fin d'exercice 2014. Il est ramené à 117 jours rapporté à l'activité du deuxième trimestre 2015, contre 115 jours à fin 2014 rapporté à l'activité du quatrième trimestre.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement** correspond à un décaissement de 5,8 millions d'euros, dont 5,3 millions au titre des investissements opérationnels directs et 0,5 million au titre du financement du développement des plantations. Les investissements réalisés hors financiers (principalement renouvellement du matériel forestier) s'élèvent à 5,6 millions d'euros pour le premier semestre 2015, contre 4,1 millions d'euros en 2014 (hors impact des décalages de décaissement). Ils concernent notamment :

- la poursuite des ajustements de productivité dans les principales unités de sciages : Mbang et Djoum (Cameroun), Mevang (Gabon) et Moulé (Congo), visant à en améliorer l'efficacité ;
- l'accélération du renouvellement du matériel forestier (matériel d'exploitation et de manutention des grumes) et les travaux d'infrastructures forestières ;
- la poursuite des projets informatiques pour amélioration de la gestion des flux physiques en Afrique.

Le cash-flow libre opérationnel qui mesure l'excédent ou l'utilisation de trésorerie généré par l'activité sous déduction des flux nets liés aux investissements de la période devient positif à 1,6 million d'euros hors investissements financiers, alors qu'il était négatif de 4,7 millions d'euros pour le premier semestre 2014.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations de financement** est positif de 4,0 millions d'euros. Le Groupe a notamment mis en place de nouveaux emprunts en Afrique pour 8,7 millions d'euros et a remboursé conformément aux échéanciers 3,0 millions d'euros. Le flux relatif au coût de la dette est stable à 1,6 million d'euros.

La variation positive de la trésorerie nette sur le semestre s'établit à 5,0 millions d'euros, contre une variation négative de 5,4 millions d'euros pour le premier semestre 2014.

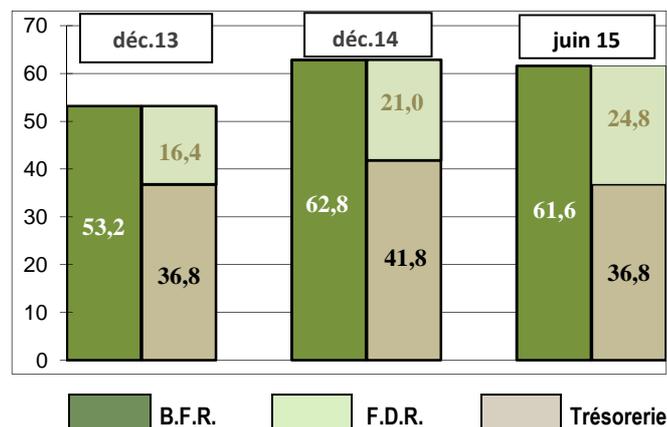
La trésorerie nette (y compris les équivalents de trésorerie incluant des placements à terme) est négative de 36,8 millions d'euros au 30 juin 2015.

### Trésorerie nette

Le besoin global en fonds de roulement s'établit à 61,6 millions d'euros, en diminution de 1,2 million d'euros par rapport à la clôture 2014, avec une diminution du BFR d'exploitation de 0,8 million d'euros à laquelle s'ajoute une diminution du BFR hors exploitation de 0,4 million d'euros. Cette situation reflète une amélioration des remboursements des créances de TVA en Afrique au Cameroun et au Congo ; la créance née du crédit lié à la non ratification des accords APE par le Gabon pour près de 2 millions d'euros ayant fait l'objet d'un protocole avec l'Etat du Gabon signé en août sans remboursement à la date du Conseil. Les remboursements des antériorités de TVA ont été effectués au Cameroun et au Congo et une partie importante des retards a ainsi pu être résorbée. Au Gabon, les crédits de TVA dus au titre des opérations de 2013, soit 1,8 million d'euros, ont été confirmés dans un moratoire en attente d'un échéancier de remboursement. Le BFR d'exploitation diminue de 0,9 million d'euros avec une baisse des stocks principalement en Afrique pour 1,2 million d'euros, une augmentation des dettes fournisseurs d'exploitation pour 0,8 million d'euros, diminutions qui ont permis de compenser la hausse du poste clients liée à la concentration du chiffre d'affaires sur le dernier trimestre de la période générant mécaniquement une augmentation des créances clients nettes des avances reçues de 1,6 million d'euros. Le délai d'encaissement moyen augmente de 5 jours rapporté au chiffre d'affaires du dernier trimestre de la période, reflétant à la fois les tensions sur le marché français et à l'international en liaison avec la résorption des stocks en excédent sur le port de Douala sur une période de 6 mois.

## Besoin en fonds de roulement / Fonds de roulement / Trésorerie nette

(en millions d'euros)



### Information concernant les restrictions à l'utilisation des capitaux pouvant influencer de manière directe ou indirecte les opérations du groupe. Liquidité et source de financement.

Le Groupe a engagé des discussions avec ses banques tant en France qu'en Afrique avec pour objectif d'allonger la maturité de la dette et dégager de nouveaux moyens pour financer son programme d'investissements en privilégiant la mise en place d'emprunts à moyen terme et conservant ses lignes à court terme. Durant le semestre, le programme d'emprunts a été réalisé sur les filiales africaines pour 8,7 millions d'euros et le programme prévu pour la France, soit 8 millions d'euros, sera réalisé au plus tard au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2015.

### 1. 3. 3. ETAT DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Au cours du premier semestre 2015, Rougier Afrique International SA a créé une nouvelle filiale à 100 % en République Centrafricaine, dédiée à l'exploitation forestière et à la transformation industrielle du bois.

La SA ROUGIER SHANGA MBAERE au capital de 76 224 euros, dont le siège social est à BANGUI République Centrafricaine, a été créée en mai 2015 à effet de participer à un appel d'offres international pour l'attribution d'une concession forestière de 270.000 hectares (cf événements postérieurs à la clôture des comptes).

## 1.4. INCERTITUDES ET RISQUES

L'appréciation des risques faisant référence à l'information précédemment publiée dans le rapport financier annuel 2014 est inchangée. Elle doit être appréciée au regard de l'évolution du contexte macro-économique mondial et, de l'évolution des marchés de la construction à travers le monde.

A cet égard, le Groupe est exposé au ralentissement des marchés de la construction en Chine, exposition qui devrait être limitée sur le second semestre du fait de la reprise amorcée sur les marchés européens et du Moyen Orient ; situation qui pourrait néanmoins se traduire par une pression sur les prix moyens de vente pour certains produits.

Le risque de contrepartie lié aux comptes clients est limité du fait du nombre de clients composant le portefeuille et de leur dispersion géographique. Aucune contrepartie ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

Le Groupe est exposé dans une partie de ses activités commerciales aux risques pouvant résulter de la variation des cours de change, notamment du dollar. Afin de réduire son exposition aux risques, le Groupe couvre de manière systématique ses ventes en devises. Conformément à ces principes, le Groupe ne couvre ses ventes futures que lorsque les flux sont certains. La marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

Les opérations effectuées sur les marchés financiers pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt, la gestion des flux de paiement et la gestion de trésorerie l'exposent à des risques de contrepartie que le Groupe minimise en ne traitant qu'avec des banques de premier plan ou, lorsqu'il s'agit d'opérations internationales, en ne traitant qu'avec des banques dont la contrepartie a été acceptée par les banques avec lesquelles le Groupe traite habituellement en France.

## 1.5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES ET PERSPECTIVES

### PERSPECTIVES :

Les perspectives s'appuient sur le redressement opérationnel au Gabon, le bon niveau des performances au Cameroun et au Congo, et le développement commercial à l'international. Parallèlement, le Groupe a renforcé sa position d'acteur majeur de la filière des bois tropicaux certifiés africains suite à l'obtention en août dernier d'une concession forestière de 270.000 hectares en République Centrafricaine dont l'exploitation démarrera en 2016.

### EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

Entre le 30 juin 2015 et la date du Conseil d'administration ayant arrêté les comptes, divers événements présentés dans la Note 6 aux Etats Financiers semestriels ont été enregistrés par la Société :

#### Augmentation de capital réservée à la société ORONTE :

Les actionnaires de Rougier S.A. réunis en Assemblée générale extraordinaire le 24 septembre 2015 ont validé la délégation au Conseil d'administration la compétence pour procéder à une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de la société ORONTE (holding familiale spécialisée dans des prises de participations dans des activités en Afrique et présidée par Monsieur Jean-Claude Ballouhey).

#### Evolution de la gouvernance de Rougier :

Le Conseil d'administration de Rougier S.A., réuni le 24 septembre 2015 postérieurement à l'Assemblée générale extraordinaire du même jour, a statué sur une évolution de la gouvernance de Rougier qui s'inscrit dans le cadre de la transition managériale souhaitée par les actionnaires familiaux et correspond à la volonté de renforcer le Groupe pour soutenir une nouvelle étape de son développement.

- Monsieur Éric-Bastien Ballouhey a été nommé aux fonctions de Directeur Général, en remplacement de Monsieur Francis Rougier qui conserve par ailleurs ses fonctions de Vice-président du Conseil d'administration.
- Concomitamment Madame Marie-Yvonne Charlemagne et Monsieur Romain Rougier ont été nommés aux fonctions de Directeurs Généraux Délégués.

#### Obtention d'une concession en République Centrafricaine :

Par un décret d'attribution en date du 24 août 2015, la société Rougier Sangha Mbaéré (R.S.M.) de droit centrafricain, détenue à 100% par Rougier Afrique International (R.A.I.) a obtenu une concession forestière en République Centrafricaine pour une durée de 25 ans renouvelables.

Cette concession porte sur l'exploitation et l'aménagement d'un massif forestier de 270.000 hectares composé essentiellement d'essences à forte valeur ajoutée comme le Sapelli.

#### Passifs éventuels :

La société Rougier Afrique International, société de droit français détenue à 65% par le Groupe Rougier, qui avait fait l'objet d'un avis de redressement le 1<sup>er</sup> juillet 2014, a été avisée le 27 juillet 2015 par l'administration fiscale que les rectifications initialement envisagées par ses services n'étaient finalement pas maintenues. Par conséquent, le contrôle fiscal correspondant se conclut sans rehaussements ou rappels.

Aucun autre événement significatif risquant de modifier les états financiers semestriels consolidés présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2015 et la date du 24 septembre 2015 à laquelle s'est tenu le Conseil d'administration ayant arrêté ces comptes

# **COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS au 30 juin 2015**

*(Comptes non soumis à examen limité)*

<b>1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE</b>	<b>14</b>
<b>2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE</b>	<b>15</b>
<b>3. ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE</b>	<b>16</b>
<b>4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b>	<b>18</b>
<b>5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES</b>	<b>19</b>
<b>6. INFORMATIONS SECTORIELLES RESUMEES</b>	<b>20</b>
<b>7. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES</b>	<b>22</b>

# 1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	1 <sup>er</sup> Semestre 2015	1 <sup>er</sup> Semestre 2014	Annuel 2014
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>86 608</b>	<b>72 478</b>	<b>157 824</b>
Autres produits de l'activité	378	49	93
Achats consommés	(29 792)	(29 956)	(57 417)
Charges de personnel	(15 364)	(14 267)	(28 685)
Charges externes	(27 135)	(22 876)	(49 810)
Impôts et taxes	(5 245)	(4 547)	(9 440)
Dotation aux amortissements	(4 019)	(3 755)	(7 626)
Dotation aux provisions	(192)	(178)	(489)
Variation des stocks de produits en cours et finis	(2 692)	5 245	1 901
Autres produits et charges d'exploitation	327	406	642
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>2 874</b>	<b>2 599</b>	<b>6 993</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	39	(89)	(943)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>2 913</b>	<b>2 510</b>	<b>6 050</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	27	46
Coût de l'endettement financier brut	(1 560)	(1 445)	(2 996)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(1 560)</b>	<b>(1 418)</b>	<b>(2 950)</b>
<b>Autres produits et charges financiers nets</b>	<b>(151)</b>	<b>(150)</b>	<b>(450)</b>
<b>Impôts</b>	<b>(979)</b>	<b>(655)</b>	<b>(2 866)</b>
<b>Quote-part de résultat des mises en équivalence</b>	<b>(45)</b>	<b>(110)</b>	<b>(372)</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>178</b>	<b>177</b>	<b>(588)</b>
attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère	14	63	(912)
• aux participations ne donnant pas le contrôle	164	113	324
<b>RESULTAT NET PAR ACTION</b>			
<i>attribuable aux propriétaires de la société mère (en euros) :</i>			
- par action de base (1)	0,01 €	0,06 €	(0,88 €)
- par action dilué (2)	0,01 €	0,06 €	(0,88 €)

(1) Hors actions propres.

(2) Hors actions propres, y compris options d'achat d'actions et actions gratuites attribuées.

## 2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2014</b>	<b>Annuel 2014</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>178</b>	<b>177</b>	<b>(588)</b>
Différence de conversion	42	3	6
Variation de juste valeur des instruments financiers	1	(26)	14
Effet d'impôt	0	9	(4)
<b>Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, transférables en compte de résultat</b>	<b>43</b>	<b>(14)</b>	<b>16</b>
Avantages accordés au personnel (écarts actuariels)	90	53	(131)
Effet d'impôt	(30)	-	58
<b>Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, non transférables en compte de résultat</b>	<b>60</b>	<b>53</b>	<b>(73)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>281</b>	<b>216</b>	<b>(645)</b>
attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère	70	95	(916)
• aux participations ne donnant pas le contrôle	211	121	271

### 3. ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

#### ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2015</b>	<b>31 décembre 2014</b>
Immobilisations incorporelles	11 028	10 774
Immobilisations corporelles	43 393	42 055
Immeubles de placement	2 163	2 205
Titres mis en équivalence	112	158
Actifs financiers non courants	2 503	1 888
Impôts différés actifs	4 046	4 010
Autres actifs non courants	212	216
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>63 457</b>	<b>61 306</b>
Stocks	46 525	48 298
Clients et comptes rattachés	30 031	28 134
Créances d'impôt courant	1 152	1 052
Autres actifs courants	18 612	21 197
Instruments dérivés actifs	86	140
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	1 242	1 580
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>97 648</b>	<b>100 401</b>
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>161 105</b>	<b>161 707</b>

(1) La **trésorerie, nette des concours bancaires courants**, est négative et s'élève à (36.822) milliers d'euros au 30 juin 2015, contre (41.837) milliers d'euros au 31 décembre 2014, soit une amélioration de 5.015 milliers d'euros sur le premier semestre 2015 (voir analyse de la variation dans le TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES).

## PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30 juin 2015</b>	<b>31 décembre 2014</b>
Capital	5 315	5 315
Primes	2 681	2 681
Actions propres	(324)	(328)
Réévaluation des instruments financiers	25	48
Réserves de conversion	96	69
Autres réserves	37 575	37 501
<b>CAPITAUX PROPRES attribuables aux propriétaires de la société mère</b>	<b>45 368</b>	<b>45 286</b>
<b>CAPITAUX PROPRES attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>15 385</b>	<b>15 174</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>60 753</b>	<b>60 460</b>
Provisions pour risques et charges	2 466	2 418
Dettes financières non courantes (1)	16 829	12 427
Impôts différés passifs	1 173	1 148
Autres passifs non courants	603	281
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>21 071</b>	<b>16 274</b>
Provisions pour risques et charges	46	96
Dettes financières courantes (1) (2)	45 094	49 228
Fournisseurs et comptes rattachés	20 880	19 760
Dettes d'impôt courant	8	447
Autres passifs courants	13 254	15 096
Instruments dérivés passifs	-	346
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>79 282</b>	<b>84 973</b>
Passifs directement associés à des actifs non courants destinés à être cédés	0	0
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>161 106</b>	<b>161 707</b>

(1) L'**endettement financier net** s'élève à 60.681 milliers d'euros au 30 juin 2015, contre 60.075 milliers d'euros au 31 décembre 2014. Le **ratio d'endettement** (en % du total des capitaux propres) est de 99,9% au 30 juin 2015, contre 99,4% au 31 décembre 2014.

(2) Dont 38.064 milliers d'euros de **concours bancaires courants** au 30 juin 2015, contre 43.417 milliers d'euros au 31 décembre 2014, soit une diminution de 5.353 milliers d'euros.

## 4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Actions propres (1)	Réévaluation des instruments financiers (2)	Réserves	TOTAL Part attribuable aux propriétaires de la société mère	TOTAL Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL CAPITAUX PROPRES
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	5 315	2 681	(331)	8	38 523	46 196	14 903	61 099
Dividendes versés						-	-	-
Variation des actions propres			2		47	49	-	49
Impôts différés (3)					(16)	(16)	-	(16)
Effet des variations de périmètre					-	-	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL du 1<sup>er</sup> Semestre 2014</b>				(5)	100	95	121	216
<b>Au 30 juin 2014</b>	5 315	2 681	(329)	3	38 654	46 324	15 024	61 348
Dividendes versés						-	-	-
Variation des actions propres			1		(43)	(42)	-	(42)
Impôts différés (3)					15	15	-	15
Effet des variations de périmètre					-	-	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL du 2<sup>ème</sup> Semestre 2014</b>				45	(1 056)	(1 011)	150	(861)
<b>Au 31 décembre 2014 *</b>	5 315	2 681	(328)	48	37 570	45 286	15 174	60 460
Dividendes versés						-	-	-
Variation des actions propres			4		12	16	-	16
Impôts différés (3)					(4)	(4)	-	(4)
Effet des variations de périmètre					-	-	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL du 1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>				(23)	93	70	211	281
<b>Au 30 juin 2015</b>	5 315	2 681	(324)	25	37 671	45 368	15 385	60 753

\* après correction des données affichées dans les comptes consolidés annuels 2014

(1) Le taux d'autocontrôle est de 1,02% au 30 juin 2015 (contre 1,11% au 31 décembre 2014 et 1,02% au 30 juin 2014).

(2) Part « recyclable » des réserves liées aux variations de juste valeur des instruments de couverture.

(3) Effet d'impôt rattaché aux résultats dégagés sur actions propres.

## 5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>	<b>1<sup>er</sup> Semestre 2014</b>	<b>Annuel 2014</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>178</b>	<b>177</b>	<b>(588)</b>
- Quote-part de résultat des mises en équivalence	45	110	372
- Dotation aux amortissements	4 019	3 755	7 626
- Dotation / (Reprise) relative aux provisions (1)	89	159	148
- Plus ou moins-values de cession et variations de juste valeur	(69)	94	127
- Autres charges / (produits) sans incidence sur la trésorerie	-	-	-
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>4 262</b>	<b>4 295</b>	<b>7 685</b>
- Coût de l'endettement financier net	1 560	1 418	2 950
- Charge / (Produit) d'impôt	979	655	2 866
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>6 801</b>	<b>6 368</b>	<b>13 501</b>
Impôts payés	(1 579)	(298)	(915)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	1 553	(6 674)	(11 119)
<b>FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE</b>	<b>6 775</b>	<b>(604)</b>	<b>1 467</b>
Investissements corporels et incorporels décaissés (2)	(5 305)	(4 194)	(7 526)
Investissements financiers décaissés	-	(60)	(300)
Produits encaissés sur cessions d'immobilisations	86	78	305
Variation des autres actifs financiers	(616)	121	(764)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(5 835)</b>	<b>(4 055)</b>	<b>(8 285)</b>
Augmentation de capital	-	-	-
Dividendes versés aux propriétaires de la société-mère	-	-	-
Nouveaux emprunts contractés	8 713	3 049	5 407
Remboursements d'emprunts	(3 094)	(2 384)	(6 993)
Intérêts financiers nets versés	(1 556)	(1 380)	(2 983)
Diminution / (Augmentation) des actions propres	4	2	4
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>4 067</b>	<b>(713)</b>	<b>(4 565)</b>
Effet des variations de change sur la trésorerie	8	-	-
<b>VARIATION DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>5 015</b>	<b>(5 372)</b>	<b>(11 383)</b>
➤ Position à l'ouverture	(41 837)	(30 454)	(30 454)
➤ Position à la clôture	(36 822)	(35 826)	(41 837)

(1) A l'exclusion de celles relatives à l'actif circulant.

(2) Les **acquisitions de la période**, hors incidence des décalages de décaissement, s'élèvent à 5.617 milliers d'euros au 1<sup>er</sup> Semestre 2015 (contre 4.059 au 1<sup>er</sup> Semestre 2014 et 8.606 à l'Annuel 2014).

## 6. INFORMATIONS SECTORIELLES RESUMEES

Les **secteurs opérationnels** présentés dans la segmentation appliquée par Rougier sont des subdivisions des deux grandes activités du Groupe, complétées des activités propres aux holdings et aux activités diverses non significatives ; les activités liées au développement des forêts de plantations industrielles, restant non significatives à ce jour, sont sans incidence au niveau des indicateurs retenus car consolidées par mise en équivalence.

Le secteur « Importation et distribution de bois en France », outre l'activité de Rougier Sylvaco Panneaux, inclut Eco Terrasse Pro, société créée en fin d'année 2014 dont l'activité de vente directe par internet de produits finis d'aménagement extérieur a démarré au premier semestre 2015.

La présentation de l'information sectorielle résumée, qui est conforme à la norme *IFRS 8 – Secteurs opérationnels*, se limite aux indicateurs-clés retenus par la Direction Générale.

En milliers d'euros	Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et négoce international				Importation et distribution de bois en France	Holdings & divers	Opérations inter – secteurs	TOTAL
	Gabon	Cameroun	Congo	Négoce International				
<b>1<sup>er</sup> SEMESTRE 2015</b>								
Chiffre d'affaires niveau secteur	22 480	21 378	14 420	65 073	16 106	2 166	(55 015)	86 608
- Opérations inter-secteurs	(16 676)	(20 402)	(14 412)	(1 417)	(261)	(1 847)	55 015	-
<b>Chiffre d'affaires niveau Groupe</b>	<b>5 804</b>	<b>976</b>	<b>8</b>	<b>63 656</b>	<b>15 845</b>	<b>319</b>	<b>-</b>	<b>86 608</b>
Dotation aux amortissements	(2 194)	(1 074)	(553)	(11)	(44)	(143)	-	(4 019)
Résultat opérationnel	(1 341)	1 052	2 070	1 303	(343)	172	-	2 913
dont impairment test								-
Investissements de la période (1)	2 460	2 447	372	22	125	191	-	5 617

En milliers d'euros	Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et négoce international				Importation et distribution de bois en France	Holdings & divers	Opérations inter – secteurs	TOTAL
	Gabon	Cameroun	Congo	Négoce International				
<b>1<sup>er</sup> SEMESTRE 2014</b>								
Chiffre d'affaires niveau secteur	22 229	13 718	10 121	50 247	15 905	2 021	(41 763)	72 478
- Opérations inter-secteurs	(15 127)	(13 533)	(10 121)	(886)	(318)	(1 778)	41 763	-
<b>Chiffre d'affaires niveau Groupe</b>	<b>7 102</b>	<b>185</b>	<b>0</b>	<b>49 361</b>	<b>15 587</b>	<b>243</b>	<b>-</b>	<b>72 478</b>
Dotation aux amortissements	(2 097)	(1 012)	(492)	(20)	(38)	(96)	-	(3 755)
Résultat opérationnel	12	686	1 306	535	45	(74)	-	2 510
dont impairment test								-
Investissements de la période (1)	2 059	892	899	3	113	93	-	4 059

(1) Total des acquisitions de la période hors incidence des décalages de décaissements. Hors éléments financiers.

En milliers d'euros	Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et négoce international				Importation et distribution de bois en France	Holdings & divers	Opérations inter - secteurs	TOTAL
	Gabon	Cameroun	Congo	Négoce International				
<b>ANNUEL 2014</b>								
Chiffre d'affaires niveau secteur	43 725	38 175	24 726	120 615	26 261	4 023	(99 701)	157 824
- Opérations inter-secteurs	(31 358)	(37 585)	(24 722)	(2 073)	(528)	(3 435)	99 701	-
<b>Chiffre d'affaires niveau Groupe</b>	<b>12 367</b>	<b>590</b>	<b>4</b>	<b>118 542</b>	<b>25 733</b>	<b>588</b>	<b>-</b>	<b>157 824</b>
<b>Dotation aux amortissements</b>	<b>(4 236)</b>	<b>(2 060)</b>	<b>(1 027)</b>	<b>(36)</b>	<b>(75)</b>	<b>(192)</b>	<b>-</b>	<b>(7 626)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(2 227)</b>	<b>3 122</b>	<b>4 058</b>	<b>2 384</b>	<b>(881)</b>	<b>(406)</b>	<b>-</b>	<b>6 050</b>
dont impairment test								-
<b>Investissements de la période (1)</b>	<b>4 562</b>	<b>2 357</b>	<b>1 343</b>	<b>3</b>	<b>155</b>	<b>208</b>	<b>(22)</b>	<b>8 606</b>

(1) Total des acquisitions de la période hors incidence des décalages de décaissements. Hors éléments financiers.

## 7. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### NOTE 1 - Généralités

ROUGIER S.A., société mère du Groupe, est une société anonyme à Conseil d'administration.

Le siège social est domicilié au 155, avenue de La Rochelle à Niort (79). La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le numéro B 025.580.143. L'action Rougier est cotée sur Alternext (système multilatéral de négociation) de NYSE-Alternext Paris ; son code ISIN est FR0000037640 et son code mnémonique est ALRGR.

Depuis le transfert de cotation vers Alternext en août 2012, en application du cadre légal et réglementaire de ce marché présentant des obligations allégées en termes d'information, les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin de Rougier ne sont plus soumis à un examen limité par les commissaires aux comptes du Groupe. Rougier a décidé de continuer à établir ses comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

Le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2015 et a donné son autorisation à leur publication le 24 septembre 2015.

### NOTE 2 - Règles et méthodes comptables

#### Principes généraux appliqués et déclaration de conformité :

En application du règlement européen n°1606 / 2002 adopté le 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe Rougier ont été préparés en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les états financiers consolidés du premier semestre de l'année 2015, portant sur la période de 6 mois close au 30 juin 2015, ont été établis, comme l'an dernier, conformément aux dispositions de la norme IAS34 – *Information financière intermédiaire*. La présentation résumée adoptée pour les états financiers intermédiaires, avec une sélection des notes explicatives, signifie que l'intégralité des informations requises pour un jeu complet des états financiers annuels n'est pas reprise, ce qui implique une lecture de ces états financiers conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2014.

#### Evolutions des normes, amendements et interprétations :

Les nouvelles normes, révisions ou amendements de normes, ou les interprétations IFRIC adoptés au niveau européen et d'application obligatoire au 1er janvier 2015, ne trouvent pas à s'appliquer dans le Groupe ou n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés au 30 juin 2015. Il s'agit de :

- l'interprétation IFRIC 21 – *Taxes prélevées par une autorité publique*, qui traite de la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes autres que l'impôt sur les résultats ;
- les amendements issus de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS 2011-2013.

En outre, le Groupe n'a pas opté pour une application par anticipation des normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2015.

Les autres méthodes comptables, ainsi que les modalités de calcul, adoptées dans les états financiers au 30 juin 2015 sont identiques à celles qui ont été utilisées dans les états financiers de référence au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2014.

#### Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires :

Les méthodes comptables, ainsi que les modalités de calcul, adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles qui ont été utilisées dans les derniers états financiers annuels publiés, à l'exception :

- des avantages au personnel, dont la charge de la période -sauf événement particulier- correspond à la moitié de la charge annuelle estimée pour l'exercice par l'actuaire du Groupe sur la base de données et hypothèses actuarielles identiques à celles retenues au 31 décembre de l'année précédente ;
- des tests de valeur (impairment test) des actifs corporels et incorporels qui ne sont pas réalisés de manière systématique au premier semestre, sauf évolution défavorable des hypothèses ou des conditions économiques qui pourrait amener une modification significative et durable des estimations retenues dans les tests de valeur effectués lors du dernier arrêté annuel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34 - *Informations financières intermédiaires*, les produits perçus et charges encourues de façon inégale durant l'exercice ne sont ni anticipés ni différés pour l'établissement des comptes semestriels s'ils ne peuvent l'être dans les mêmes conditions pour la clôture annuelle.

Le chiffre d'affaires n'est pas soumis à un effet de saisonnalité significatif ; en revanche, les conditions d'exploitation forestière en Afrique peuvent varier d'un semestre à l'autre et influencer ainsi la formation du résultat opérationnel courant.

#### Estimations et jugements :

Le recours à des estimations et au jugement lors de l'établissement des comptes intermédiaires résumés est identique à celui pratiqué lors de l'établissement des comptes annuels, qui est décrit dans la Note 2.1 de l'Annexe aux comptes consolidés annuels de l'exercice 2014.

### NOTE 3 - Périmètre de consolidation

Le seul mouvement de la période concerne l'intégration de la société Rougier Sangha Mbaéré (R.S.M.) de droit centrafricain, détenue à 100% par Rougier Afrique International (R.A.I.), créée au premier semestre 2015 pour répondre à un appel d'offres de concession forestière en République Centrafricaine, en attente d'attribution au 30 juin 2015. Cette société au capital social de 50 millions de FCFA (équivalent à 76 milliers d'euros) était sans activité au 30 juin 2015.

(Voir également en Note 6 – *Evénements postérieurs à la clôture*).

## **NOTE 4 - Point d'avancement sur la recherche d'un accord de partenariat ou de cession pour le site de production et les activités du Haut Ogooué au Gabon**

Le Conseil d'administration de Rougier, réuni le 27 mars 2013, a décidé d'engager une réallocation de certains des actifs du Gabon avec pour objectif de rétablir la rentabilité de ce secteur à très court terme. Ce projet s'articule autour de la recherche d'un accord de partenariat ou de cession pour le site de production et les activités du Haut Ogooué permettant de concentrer géographiquement la production industrielle et forestière de la société et d'utiliser immédiatement des Okoumés issus des activités de plantations forestières. Au cours de l'exercice 2013, le Groupe Rougier a engagé le processus de cession.

Au 30 juin 2015, date de clôture des comptes semestriels de l'exercice 2015, les différents contacts initiés avec des acquéreurs potentiels depuis l'engagement du processus de cession n'ont pas abouti à la présentation d'offre formalisée. De plus, les actifs concernés par cette opération ne peuvent être considérés en l'état comme *disponibles à la vente* en raison des autorisations administratives en vigueur au Gabon et préalables à tout investissement étranger. Dans ce contexte, le caractère *hautement probable de la cession* dans les 12 prochains mois demeure aléatoire. Les critères d'application de la norme IFRS 5 n'étant pas remplis à la clôture de l'exercice, les actifs et passifs attachés au site de production du Haut Ogooué n'ont pas été reclassés en activité en cours de cession.

Aucune évolution majeure n'a eu lieu entre la date de clôture des comptes consolidés semestriels de l'exercice 2015 et la date de tenue du Conseil d'administration ayant arrêté ces comptes.

La recherche d'un accord de partenariat ou de cession pour le site de production et les activités du Haut Ogooué reste néanmoins à l'ordre du jour.

## **NOTE 5 - Actifs et passifs éventuels**

Rougier Afrique International, société de droit français détenue à 65% par le Groupe Rougier, a reçu le 4 août 2014 une proposition de rectification en matière d'impôt sur les sociétés, à l'issue du contrôle fiscal dont elle a fait l'objet au titre de la période allant du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2012 et dont les conséquences financières en ce compris principal, pénalités et majoration de retard ont été établies à 2,7 millions d'euros. Les rectifications envisagées étant vivement contestées par la société et ses conseils, tant sur la forme que sur le fond, et ne présentant pas à ce stade un caractère définitif, aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes du Groupe, ni au 31 décembre 2014, ni au 30 juin 2015.

(Voir également en **Note 6 – Evénements postérieurs à la clôture**).

A la connaissance du Groupe, il n'existe actuellement aucun autre fait exceptionnel, litige ou élément susceptible d'avoir eu de façon substantielle dans un passé récent des impacts sur son patrimoine, sa situation financière ou son résultat, qui ne soit pas pris en compte dans les comptes consolidés intermédiaires arrêtés au 30 juin 2015.

## **NOTE 6 - Evénements postérieurs à la clôture**

### **Augmentation de capital réservée à la société ORONTE :**

(selon communiqué de presse publiée le 9 septembre 2015)

Les actionnaires de Rougier S.A. réunis en Assemblée générale extraordinaire le 24 septembre 2015 ont validé la délégation au Conseil d'administration la compétence pour procéder à une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de la société ORONTE (holding familiale spécialisée

dans des prises de participations dans des activités en Afrique et présidée par Monsieur Jean-Claude Ballouhey).

Le produit de cette augmentation de capital d'un montant maximal de 1.545.840,72 euros sera destiné à conforter les moyens financiers de Rougier afin d'accélérer le développement de ses activités.

Cette opération portera sur une émission de 46.062 actions à bons de souscription d'actions (ABSA) émises au prix unitaire de 33,56 euros (prime d'émission incluse). Un bon de souscription d'action (BSA) sera attaché à chaque action nouvelle, donnant le droit de souscrire, entre le 2 mars 2020 et le 1er mars 2021 inclus, à une action nouvelle Rougier au prix d'exercice de 30,43 euros (prime d'émission incluse), sachant que les bons ne feront pas l'objet d'une demande de cotation sur Alternext.

A l'issue de l'augmentation de capital, la société ORONTE détiendra une participation de 4,22% dans le capital de Rougier (hors impact éventuel à terme de l'exercice des BSA).

### **Evolution de la gouvernance de Rougier :**

(selon communiqué de presse publiée le 9 septembre 2015)

Le Conseil d'administration de Rougier S.A., réuni le 24 septembre 2015 postérieurement à l'Assemblée générale extraordinaire du même jour, a statué sur une évolution de la gouvernance de Rougier qui s'inscrit dans le cadre de la transition managériale souhaitée par les actionnaires familiaux et correspond à la volonté de renforcer le Groupe pour soutenir une nouvelle étape de son développement.

- Monsieur Éric-Bastien Ballouhey a été nommé aux fonctions de Directeur Général, en remplacement de Monsieur Francis Rougier qui conserve par ailleurs ses fonctions de Vice-président du Conseil d'administration.
- Concomitamment Madame Marie-Yvonne Charlemagne et Monsieur Romain Rougier ont été nommés aux fonctions de Directeurs Généraux Délégués.

### **Obtention d'une concession en République Centrafricaine :**

(selon communiqué de presse publiée le 26 août 2015)

Par un décret d'attribution en date du 24 août 2015, la société Rougier Sangha Mbaéré (R.S.M.) de droit centrafricain, détenue à 100% par Rougier Afrique International (R.A.I.) a obtenu une concession forestière en République Centrafricaine pour une durée de 25 ans renouvelables.

Cette concession porte sur l'exploitation et l'aménagement d'un massif forestier de 270.000 hectares composé essentiellement d'essences à forte valeur ajoutée comme le Sapelli. Elle est située dans la préfecture de la Sangha-Mbaéré à la pointe Sud de la Centrafrique dans une région très proche géographiquement d'autres concessions forestières exploitées par le Groupe et disposant d'une industrie locale de transformation : au Nord du Congo (à Moualé) et dans l'Est du Cameroun (à Mbang). A terme, une industrie de transformation sera également implantée en Centrafrique.

(Voir également en **Note 3 – Périmètre de consolidation**).

### **Actualisation des passifs éventuels :**

La société Rougier Afrique International, société de droit français détenue à 65% par le Groupe Rougier, a été avisée le 27 juillet 2015 par l'administration fiscale que les rectifications initialement envisagées par ses services n'étaient finalement pas maintenues. Par conséquent, le contrôle fiscal correspondant se conclut sans rehaussements ou rappels.

(Voir également en **Note 5 – Actifs et passifs éventuels**).

Aucun autre événement significatif risquant de modifier les états financiers semestriels consolidés présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2015 et la date du 24 septembre 2015 à laquelle s'est tenu le Conseil d'administration ayant arrêté ces comptes.

# ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons, qu'à notre connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 24 septembre 2015

**Francis ROUGIER**

*Directeur Général*

**Marie-Yvonne CHARLEMAGNE**

*Directeur Financier*



# Rougier

**Gérer la forêt, faire vivre le bois**

Société Anonyme  
à Conseil d'Administration  
au Capital de 5 315 074 €

Siège social :  
155, avenue de La Rochelle  
B.P. 8826, 79028 NIORT CEDEX 09

RCS NIORT B 025.580.143